



MISSION DE RECHERCHE  
**Droit & Justice**



# Rapport d'activité 2017 et perspectives 2018



Mars 2018



## Sommaire

### L'activité scientifique du GIP en 2017

Le soutien à la recherche	2
La valorisation de la recherche	7
Focus sur les recherches terminées en 2016, leur diffusion et leur valorisation	14

### Perspectives pour 2018

La production scientifique à venir	17
Les opérations de valorisation en 2018	18

### Annexes

Les recherches en cours, panorama thématique	20
Programme des Etats généraux de la recherche	25



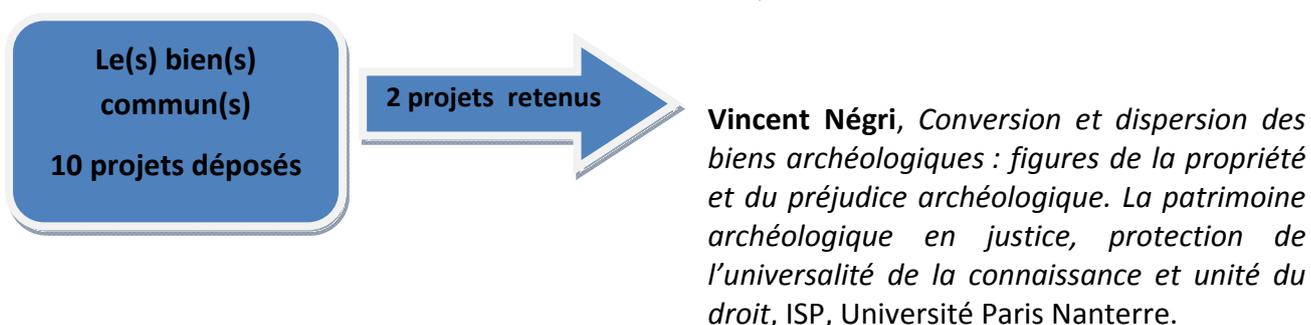
# L'activité scientifique du GIP en 2017

## 1. Le soutien à la recherche

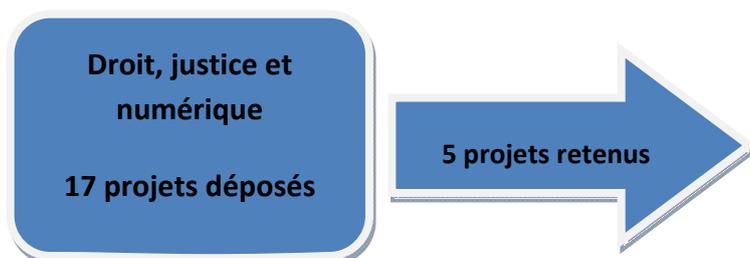
En 2017, le GIP Mission de recherche Droit et Justice a retenu **18 projets de recherche** : 9 dans le cadre des appels à projets, et 9 dans le cadre du « gré à gré » (projets spontanés).

Cette sélection **porte à 51 le nombre de recherches actuellement en cours**<sup>1</sup>, d'une durée de deux ans *a priori*, dont la Mission assure, comme chaque année, le suivi scientifique ainsi que le suivi administratif et financier.

### 1.1. Neuf projets reçus dans le cadre des appels à projets dont les thématiques ont été approuvées par l'assemblée générale du 5 janvier 2017



<sup>1</sup> Ces recherches sont présentées, par grands thèmes, en annexe.



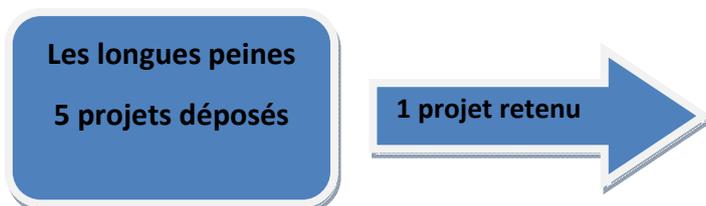
**Manuella Bourassin et Corinne Dauchez**, *Notariat et Numérique. Le cyber notaire au cœur de la République numérique*, CEDCACE, Université Paris Nanterre.

**Thomas Lefèvre**, *Big data et droit pénal : utilisation, compréhension et impact des techniques prédictives de violence. Etude DROP IT: exemple de l'évaluation de l'incapacité totale de travail chez les victimes de violences*, IRIS, École des hautes études en sciences sociales.

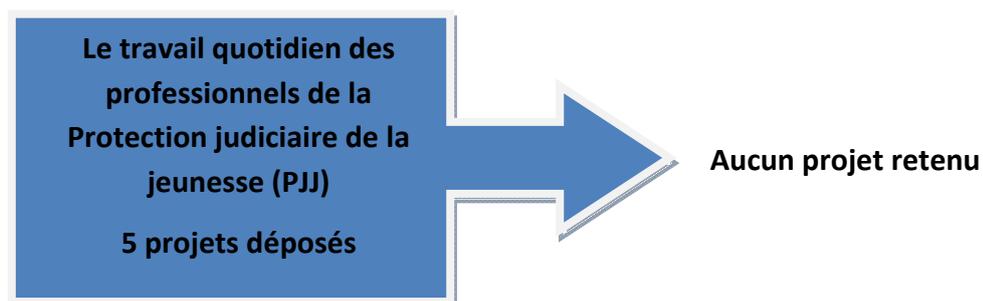
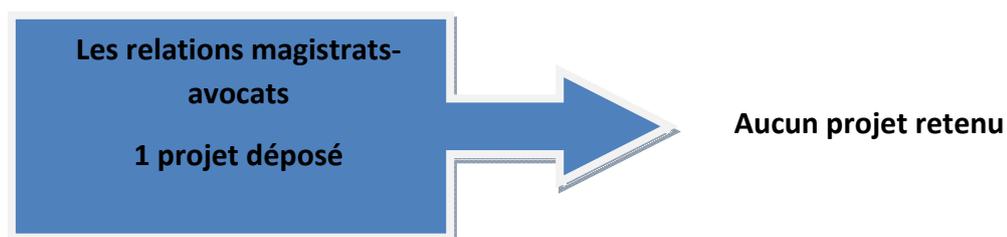
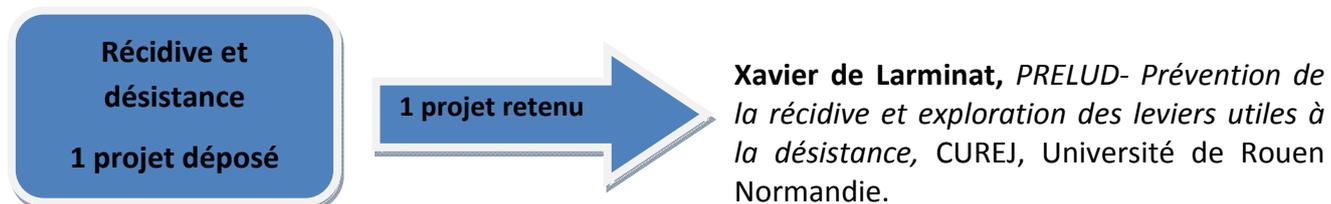
**Audilio Gonzalez Aguilar**, *Visualisation interactive de la jurisprudence de la Cour de Cassation (VICO)*, IRSIC, Université d'Aix Marseille.

**Amélie Favreau**, *Les smart contracts*, CRJ, Université de Grenoble Alpes.

**Marcel Moritz**, *L'émergence de la « justice prédictive »*. Étude des effets et des réappropriations par les professionnels de la justice d'un dispositif numérique inédit, CERAPS, Université de Lille Droit et Santé.



**Évelyne Bonis-Garçon et Nicolas Derasse**, *Les longues peines*, Université de Bordeaux, ISJ, Université de Lille 2 et École d'administration pénitentiaire.





## 1.2. 15 projets retenus dans le cadre du « gré à gré » (les projets spontanés)

---



**Stéphanie Condon et Delphine Chauffaut**, *Enquête Violences et Rapports de Genre (VIRAGE) dans les départements d'Outre-Mer*, INED.

**Sybille Gollac et Emilie Biland**, *Justice et inégalités au prisme des sciences sociales*, CRESPPA (UMR 7217), Universités Paris 8 et Paris Nanterre.

**Christiane Besnier et Sharon Weill**, *Étude pluridisciplinaire de l'activité de la cour d'assises compétente pour les affaires de terrorisme*, CANTHEL (EA4545), Université Paris Descartes.

**Bénédicte Bevière-Boyer**, *Sédation profonde et continue jusqu'au décès : de la terminologie des textes législatifs à l'interprétation des professionnels de santé. Quelles appréhensions pratiques ?*, Centre de recherche en droit privé et droit de la santé (EA1581), Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

**Delphine Serre et Morane Keim-Bagot**, *Les tribunaux des affaires de sécurité sociale face aux accidents du travail. Une juridiction méconnue aux prises avec un enjeu de santé publique*, Centre de recherche sur les liens sociaux (UMR8070), Université Paris Descartes.

**Christian Mouhanna**, *La peine de travail d'intérêt général en France, état des lieux qualitatif et quantitatif, et étude microsociologique sur les succès et les obstacles au développement de cette mesure*, CESDIP (UMR8183), Université Versailles-Saint-Quentin.



**Conseil scientifique**  
**26 octobre 2017**  
**3 projets retenus sur 6**

**Sabine Choquet**, *Évaluation scientifique des mécanismes de prévention secondaire et tertiaire : Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Canada, Suisse, Allemagne, Suède, Norvège*, IHRIM, École nationale supérieure de Lyon.

**Marc Fréchet, Odile Chanut**, *Les conflits judiciaires dans les relations de franchise*, COACTIS, Université Jean Monnet-Saint-Étienne.

**Cécile Vigour**, *Les rapports des citoyens à la justice : expériences et représentations (JustiRep)*, Centre Émile Durkheim (UMR5116), Institut d'études politiques de Bordeaux.

### 1.3. Les travaux scientifiques complémentaires

---

#### Une « recherche-action » en cours : la sociologie des magistrats

**Laurent Willemez**, *La profession de magistrat dans les années 2010 : morphologie du groupe, représentations du métier et conditions de travail*, Laboratoire Printemps-Université de Versailles-Saint-Quentin.



## 2. La valorisation de la recherche

### 2.1. Les événements et publications scientifiques

#### ◆ Colloques et séminaires

**Un séminaire de restitution sur le principe de non-discrimination à l'épreuve du droit et des institutions chargées de sa mise en œuvre**, co-organisé avec le Défenseur des droits le 24 janvier 2017 : présentation et discussions autour des trois recherches co-financées par le Défenseur des droits au ministère de la Justice-site Olympe de Gouges, en présence des directions du ministère (DACG, DACS, IGJ), de l'ENM et des agents du Défenseur des droits, Jacques Toubon.

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**<sup>2</sup>, co-organisés avec le Secrétariat d'État en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en partenariat avec l'ENM, le CNRS et le ministère de la Justice, du 30 janvier au 2 février 2017 sur le campus Gérard Mégie du CNRS (Paris, 16<sup>e</sup>). Manifestation ayant rassemblé 150 intervenants (chercheurs, enseignants-chercheurs, praticiens du droit, membres de l'administration centrale de la justice) autour de 13 tables rondes, 7 ateliers et 2 conférences plénières<sup>3</sup>.



**Un colloque sur Le droit pénal face aux atteintes à l'environnement**, co-organisé avec la Cour de cassation, l'ENM, les Universités Paris Nanterre et Paris 8, les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2017, en Grand'Chambre de la Cour de cassation.

**Un colloque sur La cour d'assises dans la justice du 21<sup>e</sup> siècle**, co-organisé avec l'ENM, le 28 juin 2017, dans les locaux de l'ENM à Paris.

<sup>2</sup>. Thomas Clay, Bénédicte Fauvarque-Cosson, Florence Renucci et Sandrine Zientara-Logeay (dir.), *États généraux de la recherche sur le droit et la justice*, Paris, LexisNexis, 2018.

<sup>3</sup>. Les vidéos des tables rondes des États généraux sont accessibles sur le lien : <https://webcast.in2p3.fr/events-etats-generaux-de-la-recherche-sur-le-droit-et-la-justice>



**Les transformations de  
la preuve pénale**

La Mission a été partenaire du **XXIIIème Congrès de l'association française de droit pénal (AFDP)**, des 9 et 10 novembre 2017 sur le thème des transformations de la preuve pénale. Lors de cet événement, 3 recherches financées par la Mission ont été valorisées :

- Elsa Supiot, *Le procès pénal à l'épreuve de la génétique*, Université Paris 1,
- Bruno Py, *L'utilisation des caractéristiques génétiques dans les procédures judiciaires: étude de dix années de pratiques en Meurthe-et-Moselle (2003-2013)*, Université de Lorraine,
- Laurence Leturmy, *L'intime conviction : incidences sur le jugement des jurés et magistrats. Régulations sociocognitives et implications subjectives*, Université de Poitiers.

**Les mécanismes de la  
radicalisation violente**

La recherche « **Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents** », coordonnée par **Romain Sèze** (INHESJ) et **Xavier CRETTEZ** (Université Versailles St Quentin - CESDIP), financée par la Mission de recherche Droit et Justice a été présentée :

- le 4 octobre 2017 dans le cadre des Rendez-vous de la recherche de l'INHESJ, à l'École militaire (Paris),
- le 21 novembre 2017, lors d'un petit déjeuner autour de Xavier Crettiez, organisé par la Direction des affaires criminelles et des grâces.



**Légalisation du  
cannabis**

Les résultats de la recherche **CANNALEX**, analyse comparée des modèles de réglementation du cannabis sous un angle pluridisciplinaire, à la lumière des modifications législatives récentes intervenues en Uruguay et dans plusieurs États des États-Unis (Washington, Colorado), conduite par l'INHESJ et l'OFDT, ont été présentés lors d'une conférence de restitution qui s'est tenue le 6 octobre 2017, à l'École militaire (Paris). La Mission est membre du comité de pilotage de cette recherche.

La participation à la journée  
« Justice, état des savoirs »,  
organisée par la SDSE et  
l'EHESS le 16 juin 2017  
« De la responsabilité »

**Intervention d'un chercheur, soutenu par la  
Mission :**

Alexis Spire sur l'impunité fiscale, d'après la recherche sur *Des erreurs ou des fraudes ? Le sens des sanctions en matière fiscale*, 2015.

**Sur avis du  
Conseil scientifique**

**17 colloques** ont été co-financés par la Mission de recherche.



### ◆ Publications dans des revues

Comme chaque année, la Mission contribue à mettre en valeur les travaux qu'elle soutient au sein de revues dans lesquelles elle est membre du comité scientifique.



#### **Les Cahiers de la Justice**

#### ***Cahiers de la justice, 2017/2***

Gilles Lhuillier, « Le théâtre du droit. Sur le modèle global d'enseignement du droit », p. 299-314.

Caroline Protais, « La restriction du champ de l'irresponsabilité pour trouble mental depuis 1950 », p. 315-330.

#### ***Cahiers de la justice, 2017/4, dossier spécial sur la Cour d'assises au XXI<sup>e</sup> siècle, p. 575-704, publication des actes du colloque dont :***

Christiane Besnier, « L'avenir de l'audience criminelle en Europe : France, Belgique, Suisse », p. 639-652.

Anne Jolivet, « Quels enseignements tirer de l'étude du procès criminel suisse ? », p. 653-664.



#### **Les Archives de politique criminelle**

#### **Nouveaux enjeux de la délinquance économique et financière, n°39, 2017 :**

Alexis Spire et Katia Weidenfeld, « Punir les délinquants fiscaux en France et au Royaume-Uni : vers la convergence des modèles ? », p. 103-116.



## ◆ Soutien à la publication

Sur avis du Conseil  
scientifique

**1 aide à la publication** a été co-financée par la Mission de recherche :

Bastien François et Antoine Vauchez, *Politique de l'indépendance*, Presses Universitaires du Septentrion.

## ◆ Les prix de recherche

Remise des Prix Carbonnier et Vendôme de  
la recherche sur le droit et la justice

Le **Prix Carbonnier 2017** a été attribué à **Lisa Carayon** pour sa thèse intitulée *La catégorisation des corps. Étude sur l'humain avant la naissance et après la mort*, soutenue le 12 décembre 2016 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La cérémonie s'est déroulée au Conseil d'État, place du Palais-Royal, le 12 mars 2018<sup>4</sup>.

Le **Prix Vendôme 2017** a été attribué à **Iryna Grebenyuk** pour sa thèse intitulée *Pour une reconstruction de la justice pénale internationale. Réflexions autour d'une complémentarité élargie*, soutenue le 8 décembre 2016 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Une **mention spéciale** du jury a été attribuée à **Nicolas Picard** pour sa thèse *L'application de la peine de mort en France (1906-1981)*, soutenue le 15 octobre 2016 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La cérémonie s'est déroulée en l'Hôtel de Bourvallais, place Vendôme, le 6 mars 2018<sup>5</sup>.

<sup>4</sup>. <http://www.justice.gouv.fr/le-ministere-de-la-justice-10017/prix-carbonnier-2017-31384.html>

<sup>5</sup>. <http://www.justice.gouv.fr/le-ministere-de-la-justice-10017/remise-du-prix-vendome-2017-31359.html>



## 2.2. La modernisation des actions de communication permanentes de la Mission

---

### Le site internet de la Mission

Véritable vitrine de son activité et de la recherche sur la justice et le droit, le site fait l'objet d'une actualisation constante et bénéficie désormais du savoir-faire d'une chargée de communication mise à disposition par le CNRS. **220 748 personnes ont visité le site de la Mission** contre 162 085 en 2016, soit une hausse de 36,20 %.

### Le site HAL-SHS

Les rapports de recherches produits avec le soutien de la Mission sont systématiquement mis en ligne sur le site HAL-SHS (CNRS), au-delà donc de son propre site Internet.

### Le « carnet de recherche » de la Mission

Inauguré en janvier 2015, ce site diffuse l'actualité de la Mission comme celle de la recherche, auprès de la communauté des chercheurs et des praticiens du droit et de la justice. **Le carnet de recherche de la Mission a reçu 20 982 visites en 2017, contre 13 509 en 2016.**

### La Lettre de la Mission

**Adressée à quelques 10 000 destinataires**, sous la forme d'articles des chercheurs ou des membres de la Mission, d'interviews ou de regards croisés, sur l'actualité et notamment les appels à projets du GIP, sur les recherches, publications et colloques relatifs au droit et à la justice. En 2017, trois numéros ont été diffusés.



## La diffusion des rapports

Les rapports de recherches sont remis en 50 exemplaires à la Mission qui procède alors à leur diffusion. La Mission adresse en priorité les rapports aux bibliothèques de la Cour de cassation, de la cour d'appel, du tribunal de grande instance de Paris, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil d'État, du Conseil constitutionnel, de la Chancellerie, à la médiathèque et au département de recherche de l'ENM, aux membres du cabinet du Garde des Sceaux. En fonction des thèmes, les rapports sont adressés aux directions du ministère concernées (DACS, DACG, DAP, DPJJ etc.), aux magistrats (des ordres judiciaire et administratif) et aux autres institutions concernées (liste principale). Une liste secondaire constituée de bibliothèques universitaires complète les envois.



### 3. Focus sur les recherches achevées en 2017, leur diffusion et leur valorisation

En 2017, 22 recherches ont été achevées et diffusées. 50 recherches sont actuellement en cours.

Auteur(es)	Titre de la recherche	Diffusion et valorisation spécifiques
<b>Sonia HARRATI</b> <b>David VAVASSORI</b>	Construction d'une typologie des dynamiques violentes conjugales et de la trajectoire de vie du couple auteur/victime de violence conjugale	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG, DACS, ENM +JAF
<b>Virginie GAUTRON</b> <b>Sylvie GRUNVALD</b>	(Se) soigner sous la contrainte : une étude du dispositif de l'injonction de soin	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG, DAP, ENM, ENAP, IGAS, DISP, JAP Instituts de criminologie universitaire
<b>Cécile PERES</b>	La modernité des renonciations en matière successorale	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS, CSN
<b>Katrin DECKERT</b> <b>Sophie HARNAY</b> <b>Tatiana SACHS</b>	L'efficacité des codes de gouvernance : perspectives comparées et pluridisciplinaires	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS, MEDEFF, Plateforme RSE AMF <b>Colloque de restitution prévu à l'automne 2018</b>
<b>Emmanuelle MAZUHER</b>	Quel cadre juridique pour une mise en œuvre des codes de gouvernance d'entreprise ?	
<b>Jean-Christophe DUHAMEL</b> <b>Réda SEFSAF</b>	Valeur de la gouvernance d'entreprise et gouvernance des valeurs de l'entreprise	
<b>Martine HERZOG-EVANS</b>	Le suivi post-sentenciel : limites et perspectives. La mise en œuvre de la libération sous contrainte	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : ENM, DACG, DAP, CGLPL, ENAP, JAP, Institut de criminologie <b>Intervention prévue le 13 juin 2018 lors du colloque « Justice : état des savoirs » (Paris)</b>
<b>Christian MOUHANNA</b> <b>Laurence LETURMY</b> <b>Vanessa PERROCHEAU</b> <b>Cécile VIGOUR</b> <b>André GIUDICELLI</b>	Vers une nouvelle justice ? Observation de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 15 août 2014 relative à la contrainte pénale et à la libération sous contrainte	Attente des exemplaires papier <b>Intervention prévue le 13 juin 2018 lors du colloque « Justice : état des savoirs » (Paris)</b>
<b>Sid ABDELLAOUI</b> <b>Nicolas AMADIO</b> <b>Patrick COLIN</b>	Freins et leviers de la justice restaurative en France	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG+SDSE+DAP+ENAP+ Directions interrégionales des services pénitentiaires+SPIP de Paris+ENM+ associations pour la Justice restaurative+ FARAPEJ+parlementaires <b>Colloque de restitution prévu les 15 et 16 mars 2018 à l'Université de Strasbourg (soutenu par la Mission)</b>



<b>Clothilde BRUNETTI-PONS</b>	Le droit à l'enfant et la filiation en France et dans le Monde	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS+ CEDH+CNC DH+ IGAS+DD+ CCNE+ 1 <sup>er</sup> Chambre civile Cour de Cassation+ Juges aux affaires familiales des TGI <b>Colloque de restitution prévu le 18 mai 2018 au Conseil supérieur du notariat (Paris)</b>
<b>Jean-Sylvester BERGÉ Marie-Angèle HERMITTE Séverine MATHIEU Karène PARIZER-KRIEF</b>	Analyse juridique et sociologique de l'état des questions en France à la lumière des pratiques étrangères en matière de filiation des enfants conçus par gestation pour autrui à l'étranger (Grande-Bretagne, Belgique, Israël)	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS+ CEDH+CNC DH+ IGAS+DD+ CCNE+ 1 <sup>er</sup> Chambre civile Cour de Cassation+ Juges aux affaires familiales des TGI
<b>Jérôme COURDURIÈS, Michelle GIROUX</b>	Le recours transnational à la reproduction assistée avec don. Perspective franco-québécoise et comparaison internationale	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS+ CEDH+CNC DH+ IGAS+DD+ CCNE+ 1 <sup>er</sup> Chambre civile Cour de Cassation+ Juges aux affaires familiales des TGI
<b>Xavier CRETTEZ Romain SEZE</b>	Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : SDSE+DACG+DAP+PJJ+parquet antiterroriste+ coordinateurs PLAT/PART des directions interrégionales de l'AP <b>Restitution lors des Rendez-vous de la recherche de l'INHESJ, à l'école militaire (Paris), le 4 octobre 2017 et le 21 novembre 2017, lors d'un petit déjeuner DACG.</b>
<b>Gilles LHUILIER</b>	Les pratiques innovantes de formation des professionnels du droit : vers un modèle "global" ?	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : Ministères enseignement supérieur et éducation nationale+ CNB+ENM+écoles d'avocats+SADJAV+CSN+CNAM+ESSEC <b>Article de valorisation dans les Cahiers de la justice, 2017/2</b>
<b>William DROSS Hervé CROZE</b>	La formation des professionnels du droit : bilan et perspectives	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : Ministères enseignement supérieur et éducation nationale + CNB+ENM+écoles d'avocats+SADJAV+CSN+associations juristes d'entreprise et huissiers
<b>Bruno PY</b>	L'utilisation des caractéristiques génétiques dans les procédures judiciaires: étude de dix années de pratiques en Meurthe-et-Moselle (2003-2013)	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG+CEDH+CNC DH+ENM+Police judiciaire+TGI et CA de Nancy+ TGI de Val de Briey+participants au colloque AFDP sur la preuve pénale <b>Intervention lors du XXIIIème Congrès de l'AFDP, des 9 et 10 novembre 2017 sur le thème des transformations de la preuve pénale.</b>
<b>Elsa SUPLOT</b>	Le procès pénal à l'épreuve de la génétique	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACG+CEDH+CNC DH+ENM+CNB+ Police judiciaire+ participants au colloque AFDP sur la preuve pénale <b>Intervention lors du XXIIIème Congrès de l'AFDP, des 9 et 10 novembre 2017 sur le thème des transformations de la preuve pénale.</b>
<b>Aude LEJEUNE</b>	Handicap et aménagements raisonnables au travail. Importation et usages d'une catégorie juridique en France et en Belgique	Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : SE aux personnes handicapées+Ministères du travail et de la santé+CNB+CNC DH+DD+IGAS+ syndicats de salariés+CNSA+ CESE+ CIH+ CNCPH+ associations de représentation des personnes handicapées+fédérations professionnelles



<p><b>Virginie LARRIBAU-TERNEYRE</b> <b>Arnaud LECOURT</b></p>	<p>Réflexion sur la notion et le régime de la médiation au sein des modes amiables de résolution des différends à partir des expériences de médiation dans le ressort des cours d'appel d'Aquitaine, de Paris et de Lyon</p>	<p>Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS+DSJ+IGSJ+ENM+SADJAV+CNB+ Présds et procs généraux des cours d'appel d'Agen, Bordeaux, Pau, Paris et Lyon+associations de médiateurs</p>
<p><b>Adrien BASCOULERGUE</b> <b>Jean-Pierre BONAFÉ-SCHMITT</b> <b>Philippe CHARRIER</b> <b>Gerald FOLIOT</b></p>	<p>La prescription de la médiation judiciaire. Analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel : de la prescription à l'accord de médiation</p>	<p>Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS+DSJ+IGSJ+ENM+SADJAV+CNB+ Présds et procs généraux des cours d'appel d'Agen, Bordeaux, Pau, Paris et Lyon+associations de médiateurs</p>
<p><b>François VIALLA</b></p>	<p>De l'assignation à la réassignation du sexe à l'état civil. Etude de l'opportunité d'une réforme</p>	<p>Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DACS+CEDH+CNCDH+DD+CCNE+Chambre civile Cour de Cassation+juges aux affaires familiales des TGI <b>Intervention prévue le 13 juin 2018 lors du colloque « Justice : état des savoirs » (Paris).</b></p>
<p><b>Patricia ATTIGUI</b> <b>Sophie JEHEL</b></p>	<p>Les adolescents face aux images violentes, sexuelles et haineuses : stratégies, vulnérabilités, remédiations. Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certains jeunes</p>	<p>Diffusion liste principale + Diffusion ciblée : DD (défenseure des enfants)+PJJ+ENPJJ+ONPE+INA+Partenaires et intervenant du colloque de restitution <b>Journée d'étude du 10 novembre 2017, organisée par l'UNAF, les CEMEA, La Ligue de l'enseignement, la Fondation de France et l'Université Paris 8.</b></p>



# Perspectives pour 2018

## 1. La production scientifique à venir

Élaborée en étroite concertation avec les directions du ministère de la Justice, le CNRS et le conseil scientifique de la Mission, la programmation scientifique 2018 a été approuvée par l'assemblée générale du 28 novembre 2017.

**5 nouveaux appels à projets** ont été lancés :

- Droit, justice et numérique
- L'accès au droit et à la justice
- La déontologie des professions juridiques et judiciaires : aspects juridiques et sociologiques
- La motivation des peines correctionnelles
- La gestion des ressources humaines des magistrats

**Et toujours les recherches de gré à gré** examinées par le conseil scientifique (Cf. liste des membres ci-contre).

La Mission remercie vivement, pour leur implication constante et fructueuse, les membres du conseil scientifique.

Loïc CADIET, professeur de droit de droit privé, Paris 1, président  
Véronique CHAMPEIL-DESPLATS, professeur de droit public, Nanterre  
Frédéric DESPORTES, avocat général, Cour de cassation  
Martine KALUSZYNSKI, directrice de recherche (historienne, politiste), ScPo Grenoble  
Yves ROBINEAU, conseiller d'État  
Anne-Laure Hélène DES YLOUSES, avocate, membre du CNB  
Valérie SAGANT, magistrat, directrice adjointe de l'ENM  
Laurent WILLEMEZ, professeur de sociologie, Versailles-Saint-Quentin  
Dominique REYGNER, magistrat, conseillère à la 1<sup>ère</sup> chambre civile de la cour de cassation  
Anne-Cécile DOUILLET, professeur de science politique, Lille 2  
Gilles BONNET, notaire, Paris  
Massimo VOGLIOTTI, maître de conférences en philosophie et théorie du droit, Italie, Piémont  
Kathia MARTIN-CHENUT, chargée de recherche en droit, Strasbourg  
Jean-Sylvestre BERGÉ, professeur de droit privé, Lyon 3  
Philippe COMBESSIE, professeur de sociologie, Nanterre  
Hugues DUMONT, professeur de droit, Bruxelles  
Karen FIORENTINO, professeur d'histoire du droit, Dijon  
Bruno JEANDIDIER, chargé de recherche en économie, Nancy  
Stéphanie LACOUR, directrice de recherche en droit, ENS Cachan  
Laurence LETURMY, professeur de droit privé et de sciences criminelles, Poitiers



## 2. Les opérations de valorisation en 2018

### 2.1. Le « Tour de France » du GIP-Mission de recherche Droit et Justice

Dans le but de promouvoir sa politique de financement des recherches intéressant le droit et la justice, la Mission envisage un « Tour de France » auprès des différents laboratoires de recherche en sciences sociales. Il s'agit pour la Mission de mieux identifier les laboratoires susceptibles de répondre à ses appels à projets et de se faire connaître d'eux, afin de jouer pleinement son rôle d'interface dans les échanges entre professionnel, universitaires et chercheurs.

### 2.2. La publication des actes des États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice

Les actes des États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice, organisés par la Mission du 30 janvier au 2 février 2017, ont été publiés chez LexisNexis en mars 2018. À l'occasion de la parution, la Mission organisera des événements de présentation, notamment dans le cadre du « Tour de France » envisagé.

### 2.3. Les autres opérations de valorisation prévues en 2018

- Des colloques de valorisation des recherches financées par la Mission

#### Jun 2018 : séminaire filiation PMA/GPA

Valorisation de 3 recherches issues de l'appel à projets lancé en 2014 sur « le droit à l'enfant en France et dans le monde ».

#### Automne 2018 : colloque sur les codes de gouvernance

Valorisation des 4 recherches issues de l'appel à projets « Étude sur la mise en œuvre des codes de gouvernance ». Un partenariat est envisagé avec la plateforme RSE/France Stratégie.



### Automne 2018 : Colloque sur la médiation

Valorisation de 2 recherches issues de l'appel à projets lancé en 2014 sur « La médiation ».

- **Événements en partenariat**

**La Nuit du droit, 4 octobre 2018, lancée par le Conseil constitutionnel à Paris et en régions.**

La Mission s'associe à la deuxième édition de cet événement dont l'objectif est de montrer la place que le droit occupe dans notre société, comme protecteur des libertés, garant de la sécurité juridique, instrument de règlement pacifique des différends, ensemble des règles assurant le bon fonctionnement de la vie sociale, dans toutes ses dimensions. Dans cet esprit, la Mission accompagnera ou organisera elle-même des actions de valorisation de recherches qu'elle soutient ou de mise en lumière des acteurs du droit.

**Colloque « Justice état des savoirs « Les temporalités » », organisé par la SDSE les 12 et 13 juin 2018, (CNRS, Paris).**

Lors de cet événement, plusieurs recherches actuellement soutenues par la Mission seront présentées par leurs responsables ou un membre de leurs équipes.

- Les carrières des magistrats (Laurent WILLEMEZ et Yoann DEMOLI)
- Étudier une cohorte de surveillants de prison (Fabrice GUILBAUD)
- Parcours judiciaires et sortie de délinquance (Xavier de LARMINAT)
- La contrainte pénale (Vanessa PERROCHEAU)
- Les dispositifs de lutte contre les violences conjugales (Solenne JOUANNEAU et Marine AIRIAU)
- Évaluation théorique et concrète de la libération sous contrainte (Martine HERZOG-EVANS)
- Le temps long de la recherche et de l'évaluation : l'exemple de la prestation compensatoire (Cécile BOURREAU-DUBOIS)
- Anticiper : l'état civil de demain (François VIALLA)



# Annexes

## I. Les recherches en cours, panorama thématique

### 1. Organisation judiciaire, professions juridiques et judiciaires, évolutions de la justice

(APP = appel à projets ; GAG = recherche spontanée, de gré à gré)

#### Déjudiciarisation et office du juge

<b>Jean-Baptiste PERRIER</b> <b>Sylvie CIMAMONTI</b>	Les enjeux de la déjudiciarisation	APP Déjudiciarisation 03/2018
---	------------------------------------	----------------------------------

#### Justice et société

<b>Cécile VIGOUR</b>	Les rapports des citoyens à la justice : expériences et représentations (JustiRep)	GAG 09/2020
----------------------	--	----------------

#### Nouvelles technologies

<b>Pierre BONIN</b>	Cartographies en Ligne et analyse du droit enseigné	APP Droit, justice et numérique 10/2018
<b>Emilie POTIN</b>	La correspondance numérique dans les mesures de placement au titre de l'assistance éducative	APP Droit, justice et numérique 04/2018
<b>Lemy GODEFROY</b> <b>Jacques LEVY VEHEL</b>	Comment le numérique transforme le droit et la justice par de nouveaux usages et un bouleversement de la prise de décision. Anticiper les évolutions pour les accompagner et les maîtriser	APP Droit, justice et numérique 05/2018
<b>Marc RENNEVILLE</b>	L'outil numérique au service du patrimoine judiciaire	APP Droit, justice et numérique 10/2018
<b>Manuella BOURASSIN</b> <b>Corinne DAUCHEZ</b> <b>Marc PICHARD</b>	Notariat et Numérique : Le cyber-notaire au cœur de la République numérique	APP Droit, justice et numérique
<b>Audilio GONZALES</b> <b>AGUILAR</b>	Visualisation Interactive de la jurisprudence de la Cour de Cassation (VICO)	APP Droit, justice et numérique 06/2019



<b>Thomas LEFEVRE</b>	BIG DATA DROP IT – Big data et Droit pénal : utilisation, compréhension et Impact des Techniques prédictives. Etude DROP IT : exemple de l'évaluation de l'incapacité totale de travail chez les victimes de violences	APP Droit, justice et numérique 12/2019
<b>Marcel MORITZ</b>	L'émergence de la « Justice Prédictive » étude des effets et des réappropriations par les professionnels de la justice d'un dispositif numérique inédit	APP Droit, justice et numérique
<b>Amélie FAVREAU</b>	Les smart contracts	APP Droit, justice et numérique

## Professions juridiques

<b>Laurent WILLEMEZ</b>	La profession de magistrat dans les années 2010 : morphologie du groupe, représentations du métier et conditions de travail	Recherche-action 07/2018
-------------------------	---	-----------------------------

## Barémisation de la justice

<b>Cécile BOURREAU-DUBOIS</b>	La barémisation de la Justice : une approche par l'analyse économique du droit	APP la Barémisation 12/2018
<b>Isabelle SAYN Vanessa PERROCHEAU Yann FAVIER Nathalie MERLEY</b>	Les barèmes et autres outils techniques d'aide à la décision dans le fonctionnement du droit et de la Justice	APP la Barémisation 11/2018
<b>Stéphane GERRY-VERNIERES</b>	La barémisation de la justice	APP la Barémisation 11/2018

## 2. Domaine pénal

### Droit pénal, procédure pénale

<b>Nicolas DODIER Janine BARBOT</b>	Les témoignages des victimes à l'audience pénale d'une affaire de santé publique	GAG 04/2018
<b>Laurence LETURMY Jérôme BOSSAN Cristina MAURO</b>	Comparution sur reconnaissance de culpabilité – Bilans et perspectives	APP La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : analyse des pratiques et enjeux 04/2018
<b>Solène JOUANNEAU</b>	VioCo-ProVic. Violences conjugales-Protection des victimes : usages et conditions d'application, dans les tribunaux français, des mesures judiciaires de protection des victimes de violences au sein du couple	GAG 02/2019
<b>Nicolas RAFIN Marion DAVID</b>	Sanctionner les « châtiments corporels » à visée éducative ? Aspects sociaux et juridiques d'un intolérable en devenir	GAG 03/2019
<b>Abdellali HAJJAT Audrey CELESTINE</b>	Des paroles et des actes, la justice face aux infractions racistes	APP Racisme 10/2018
<b>Bénédictte LAVAUD-LEGENDRE Guy MELANÇON</b>	Analyse et visualisation des réseaux criminels de traite des êtres humains-AVRES	GAG 03/2019



<b>Christiane BESNIER</b>	Étude pluridisciplinaire de l'activité de la cour d'assises compétente pour les affaires de terrorisme (2017-2019)	GAG 10/2019
<b>Stéphanie CONDON Sandrine DAUPHIN</b>	Violences et rapports de genre (VIRAGE) dans les Outre-Mer	GAG 10/2018

### Exécution et application des peines

<b>Fabien JOBARD</b>	Punitivités comparés. Représentations pénales en France et Allemagne	GAG 12/2018
<b>Olivier RAZAC Fabien GOURIOU Jérôme FERRAND</b>	Éprouver le sens de la peine : les probationnaires face à l'éclatisme pénal	GAG 02/2019
<b>Christian MOUHANNA</b>	La peine de travail d'intérêt général en France. État des lieux qualitatif et quantitatif, et étude microsociologique sur les succès et les obstacles au développement de cette mesure	GAG 07/2019

### La prison

<b>Claire DE GALEMBERT</b>	La fabrique de l'aumônerie musulmane de prison	GAG 10/2018
<b>Fabrice GUILBAUD</b>	La socialisation professionnelle des surveillants de prison 1993-2017 – Une perspectives longitudinale, quantitative et qualitative	GAG 03/2019
<b>Évelyne BONIS-GARCON Nicolas DERASSE</b>	Les longues peines	APP 01/2020

### Mineurs

<b>Catherine LENZI Philip MILBURN Nicolas SALLEE Bruno MILLY</b>	Le travail éducatif contraint en milieu ouvert dans la prise en charge pénale des mineurs	GAG 09/2019
--	---	----------------

### Récidive et désistance

<b>Xavier de LARMINAT</b>	PRELUD-Prévention de la récidive et exploration des leviers utiles à la désistance	GAG
---------------------------	--	-----

### Terrorisme et radicalisation

<b>Sabine CHOQUET</b>	Évaluation scientifique des mécanismes de prévention secondaire et tertiaire : Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Pays-bas, Canada, Suisse, Allemagne, Suède, Norvège	GAG
-----------------------	---	-----

## 3. Domaine civil, économique et travail

### Droit civil

<b>Laurence HERAULT</b>	État civil de demain et transidentité	APP État civil 02/2018
-------------------------	---------------------------------------	---------------------------



<b>Gaëlle CLAVANDIER</b> <b>Guillaume ROUSSET</b>	PERISENS : Périnatal, statuts, enregistrement et statistiques. Processus de reconnaissance des enfants sans vie : entre traitements différenciés et inégalités	GAG 11/2018
<b>Blandine MALLEVAY</b>	Audition et discernement de l'enfant devant le juge aux affaires familiales	GAG 09/2018
<b>Sybille GOLLAC</b> <b>Emile BILAND</b>	Justice et inégalités au prisme des sciences sociales	GAG 05/2020

### Droit de propriété : les biens communs

<b>Judith ROCHFELD</b>	L'échelle de communalité	APP Le(s) Bien(s) commun(s) 05/2020
<b>Vincent NEGRI</b>	Conservation et dispersion des biens archéologiques : figures de la propriété et du préjudice archéologiques. Le patrimoine archéologique en justice, protection de l'universalité de la connaissance et unité du droit	APP Le(s) Bien(s) commun(s) 12/2019

### Droit économique

<b>Alain PIROTTE</b> <b>Aikaterini TITI</b>	L'impact des traités d'investissement sur les flux d'investissements directs étrangers. Une nouvelle approche par la prise en compte des règles de droit des traités	GAG 07/2019
<b>Odile CHANUT</b> <b>Marc FRECHET</b>	Les conflits judiciaires dans les relations de franchise	GAG

### Droit du travail, droit social

<b>Delphine SERRE</b> <b>Morane KEIM-BAGOT</b>	Les tribunaux des affaires de sécurité sociale face aux accidents du travail. Une juridiction méconnue aux prises avec un enjeu de santé publique	GAG 11/2020
---	---	----------------

## 4. Questions transversales

### Santé et environnement

<b>Eve TRUILHÉ-MARENGO</b>	Le procès environnemental. Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement	GAG 09/2018
<b>Marta TORRE-SCHAUB</b>	Les dynamiques du contentieux climatique. Usages et mobilisation du droit face à la cause climatique	GAG 04/2019
<b>Bénédicte BEVIÈRE</b> <b>BOYER</b>	Sédation profonde et continue jusqu'au décès : de la terminologie des textes législatifs à l'interprétation des professionnels de santé. Quelles appréhensions pratiques	GAG 10/2019



## Contentieux spécifiques et questions transversales

<b>Jean-Baptiste FOEGLE</b> <b>Serge SLAMA</b>	Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe	GAG 03/2018
<b>Elsa FOREY</b>	L'application du principe de laïcité dans la justice	APP Laïcité 12/2018
<b>Mathilde PHILIP-GAY</b>	La laïcité dans la justice	APP Laïcité 03/2019
<b>Christine PAUTI</b>	La laïcité dans la justice	APP Laïcité 01/2019

## 5. Histoire

<b>Sylvie HUMBERT</b>	Archives orales des acteurs de la justice	GAG 09/2018
<b>Robert CARVAIS</b>	Pratiques des savoirs entre jugement et innovation. Experts, expertises du bâtiment, Paris, 1390-1790	GAG 04/2018

## 6. Domaine du droit public, droit constitutionnel

<b>Antoine VAUCHEZ</b>	Juges, régulateurs et déontologues. Politiques de l'indépendance et nouvelles formes d'autorité politique	GAG 10/2018
------------------------	---	----------------



## II. Programme des États généraux de la recherche



### Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice Du 30 janvier au 02 février 2017

3 rue Michel-Ange 75016 Paris - Campus Gérard-Mégie du CNRS

Où en est la recherche nationale et internationale dans les domaines juridiques et judiciaires ? Quels grands thèmes sont aujourd'hui traités ? Quelles seront les grandes questions de demain en matière de droit et de justice ? Quelles sont les futures perspectives de la recherche sur le droit et la justice ?

C'est pour essayer de répondre à ces grandes questions que la Mission de recherche Droit et Justice, interface entre le monde de la recherche et le monde judiciaire et administratif, et le Secrétariat d'État en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, organisent les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice, en partenariat

avec l'ENM, le CNRS et le ministère de la Justice.

Ces quatre journées de rencontres, structurées autour de tables rondes et d'ateliers, ont été pensées pour encourager le débat entre professionnels du droit (magistrats, avocats, notaires, etc.) et chercheurs. Elles visent également à faire dialoguer les dynamiques de recherche entre elles et à réfléchir aux nouveaux défis politiques, économiques, technologiques et sociétaux de notre monde contemporain.

#### Le Comité scientifique des États généraux

- Thomas Clay, conseiller personnel du Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Thierry Mandon, professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin (Université Paris-Saclay)
- Ariane Clément, assistante scientifique en charge des États généraux, Mission de recherche Droit et Justice
- Bénédicte Fauvarque-Cosson, chargée de mission à la direction générale de la Recherche et de l'Innovation au MENESR, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)
- Florence Renucci, directrice de recherche CNRS, directrice-adjointe de la Mission de recherche Droit et Justice
- Sandrine Zientara-Logeay, magistrat, inspectrice générale de la justice, directrice de la Mission de recherche Droit et Justice





→ **À noter : toutes les tables rondes des États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice se déroulent dans l'auditorium Marie Curie**

**30 janvier 2017**

## ORGANISATION ET AVENIR DE LA RECHERCHE

→ 8h30 : Accueil des participants

→ 9h00-9h30 : Ouverture

**Jean-Jacques Urvoas**, Garde des Sceaux, ministre de la Justice

**Thierry Mandon**, Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

→ 9h30-09h45 : Propos introductifs

**Anne Peyroche**, directrice générale déléguée à la science du CNRS

**Sandrine Zientara-Logeay**, magistrat, inspectrice générale de la justice, directrice de la Mission de recherche Droit et Justice

### Table ronde 1 - Quels lieux de recherche, pour quelles thématiques ?

09h45-12h45

Présidente de séance : **Nicole Mastracci** (magistrate, membre du Conseil constitutionnel)

**La recherche juridique dans les universités françaises**, par **Pascal Deumier** (professeur de droit privé, Université Jean Moulin Lyon 3)

**La recherche en droit au sein des UMR CNRS-Université**, par **Florence Renucci** (directrice de recherche CNRS, directrice-adjointe de la Mission de recherche Droit et Justice)

**Bilan des recherches soutenues par le GIP MRDJ depuis dix ans et nouveaux défis collaboratifs**, par **Sandrine Zientara-Logeay** (magistrat, inspectrice générale de la justice, directrice de la Mission de recherche Droit et Justice)

**Production et circulations des savoirs entre chercheurs et praticiens : conditions de réussite de véritables partenariats**, par **Didier Torny** (directeur scientifique adjoint de la section 36 du CNRS « sociologie et sciences du droit »)

**Le rôle des think tanks en droit**, par **Nicolas Molfessis** (professeur de droit privé, Université Paris II Panthéon-Assas, secrétaire général du Club des juristes)

**Le rôle de l'édition dans la recherche en droit**, par **Guillaume Deroubaix** (président du Groupe Droit au Syndicat national de l'édition, membre du comité exécutif de LexisNexis)

**Optimiser les sources classiques de financement des thèses en droit : CIFRE, CIR, Taxe d'apprentissage**, par **Michel Séjean** (professeur de droit privé, Université de Bretagne-Sud, directeur du M2 en alternance « Pratique contractuelle et contentieux des affaires »)

Discussion avec :

• **Jean-François Beynel** (magistrat, premier président de la Cour d'appel de Grenoble)

• **Rostane Mehdî** (professeur de droit Public, directeur de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence)

12h45-13h45 : pause déjeuner

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017



## Table ronde 2 - La recherche interdisciplinaire : l'impossible révolution ?

13h45-15h45

Président de séance : **Jacques Commaille** (professeur émérite en sociologie, ENS Paris-Saclay)

**Les interactions entre justice, droit et psychologie**, par **Jean-Pierre Relmy** (maître de conférences en droit privé, Université Paris Sud, président-fondateur de la Société française de psychologie juridique)

**Les interactions entre justice, droit et sociologie**, par **Martine Kaluszynski** (directrice de recherche CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble)

**La recherche à la frontière de l'économie et du droit : l'exemple du « law and economics »**, par **Bruno Deffains** (professeur de sciences économiques, Université Paris II Panthéon-Assas) et **Samuel Ferey** (professeur de sciences économiques, BETA-CNRS, Université de Lorraine)

Discussion avec :

- **Frédéric Audren** (directeur de recherche CNRS, professeur à l'École de droit de Sciences Po Paris)

- **Patrice Bourdelais** (directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales, CNRS)

- **Laetitia Brunin** (magistrate, adjointe à la sous-directrice de la statistique et des études au secrétariat général du ministère de la Justice)

- **Pascale Laborier** (professeure de science politique, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense, conseillère SHS au cabinet de Thierry Mandon)

Débat avec le public

15h45-16h00 : pause

## Table ronde 3 - L'internationalisation de la recherche et de l'enseignement

16h00-18h00

Présidente de séance : **Bénédicte Fauvarque-Cosson** (professeur de droit privé, Université Paris II Panthéon-Assas, membre de la direction générale de la Recherche et de l'Innovation)

**Enseigner le droit dans un monde globalisé**

**Nouveaux enjeux, nouvelles méthodes d'enseignement**, par **Massimo Vogliotti** (professeur de philosophie du droit, Université du Piémont Oriental)

**Les nouveaux lieux de recherche en Europe et dans le monde**

**L'Institut européen du droit, vecteur novateur d'une recherche juridique européenne associant praticiens et universitaires**, par **Marc Clément** (magistrat, premier conseiller à la Cour administrative d'appel de Lyon, membre de l'European Law Institute)

**La recherche au sein des associations, académies, instituts et fondations**, par **Sylvaine Peruzzetto** (administrateur de la société de législation comparée, conseiller en service extraordinaire à la cour de cassation), **Loïc Cadiet** (président de l'Association internationale de droit processuel/International Association of Procedural Law, professeur de droit privé, Université Paris I Panthéon-Sorbonne), **Diego Fernández-Arroyo** (secrétaire général de l'Académie internationale de droit comparé), **Laure Bélanger** (magistrat, directrice générale de la Fondation pour le droit continental)

**La recherche dans les organisations internationales : l'exemple du guide juridique sur l'agriculture contractuelle (UNIDROIT/FAO/FIDA)**, par **José Angelo Estrella Faria** (secrétaire général d'UNIDROIT, Institut international pour l'unification du droit privé)

**La contribution de la CCI au développement des instruments types et de l'arbitrage**, par **Emmanuel Jolivet** (conseiller général de la Chambre de commerce internationale et de la Cour internationale d'arbitrage)

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017



### ATELIER 1

16h15-17h15 Atelier 1 - Les partenariats entre les juridictions et le milieu de la recherche et de l'enseignement

**Stéphane Gerry-Vernières** (professeur de droit privé, Université Grenoble-Alpes) et **Philippe Greiner** (magistrat, président de la première chambre civile de la Cour d'appel de Chambéry)

**Gwenola Joly-Coz** (magistrate, présidente du Tribunal de grande instance de Pontoise) et **Thierry Pons** (magistrat, premier vice-procureur - parquet JIRS de Bordeaux)

**Bénédicte Lavaud-Legendre** (chargée de recherche CNRS, UMR Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale, Bordeaux)

**Naïma Rudloff** (magistrat, avocat général, service de l'action publique antiterroriste et atteinte à la sûreté de l'État, Cour d'appel de Paris)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)

18h00-19h00 : Conférence plénière « Les nouvelles jauges du droit. Professions, institutions et territoires de la justice », par **Antoine Vauchez** (directeur de recherche CNRS, UMR Centre européen de sociologie et de science politique) et **Laurent Willemez** (professeur de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay)

**31 janvier 2017**

## VERS UNE REDÉFINITION DES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES ?

### Table ronde 4 - Les professions juridiques face à la globalisation

09h00-11h00

Président de séance : **Jean-Paul Jean** (magistrat, président de chambre à la Cour de cassation)

**Globalisations passées et globalisation actuelle pour les professions juridiques**, par **Jean-Louis Halpérin** (professeur d'histoire du droit, ENS)

**Figures du juriste global**, par **Jean-Sylvestre Bergé** (professeur de droit à l'Université Jean Moulin Lyon 3, membre senior de l'Institut universitaire de France)

**La France face à la Cour européenne des droits de l'homme**, par **Patrice Spinosi** (avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation)

**Les avocats dans la globalisation**, par **Michel Benichou** (avocat, ancien président du Conseil des barreaux européens)

Discussion avec :

• **Gilles Lhuillier** (professeur de droit privé, ENS Rennes)

• **Christophe Soulard** (magistrat, conseiller à la Cour de cassation)

• **Bernard Stirn** (président de la section du contentieux du Conseil d'État)

• **Rachel Vanneville** (chargée de recherche CNRS, UMR Triangle, ENS Lyon)

Débat avec le public

11h00-11h15 : pause

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017



## Table ronde 5 - La formation des juristes

11h15-13h15

Président de séance : **Pierre-Yves Gautier** (professeur de droit privé, Université Paris II Panthéon-Assas, membre de la Commission nationale de l'examen d'entrée au CRFPA)

Discussion avec :

**La formation des juristes à l'Université**, par **Sandrine Clavel** (professeur de droit privé, Université Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay, présidente de la Conférence des doyens des Facultés de droit et de science politique)

• **Gilles Dumont** (professeur de droit public, Université de Nantes, directeur de l'Université numérique juridique francophone)

• **Thierry Fossier** (magistrat, conseiller à la Cour de cassation)

• **Liora Israël** (maîtresse de conférences en sociologie, EHESS)

**La formation des avocats**, par **Jean-Pierre Grandjean** (avocat, membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris et du Conseil d'administration de l'EFB, membre de la commission nationale de l'examen d'entrée au CRFPA)

• **Christophe Jamin** (directeur de l'École de droit de Sciences Po Paris)

**La formation des magistrats**, par **Olivier Laurent** (magistrat, directeur de l'ENM)

Débat avec le public

**Les cliniques du droit**, par **Jeremy Perelman** (professeur à Sciences Po Paris, directeur de la clinique de l'École de droit) et **Thomas Clay** (professeur de droit privé, Université de Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay)

**Les filières sélectives d'enseignements dans les universités (collèges de droit, etc.)**, par **Philippe Dupichot** (professeur de droit privé, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

**Les attentes du marché**, par **Hervé Delannoy** (président du Conseil national du droit)

### ATELIER 2

11h15-12h15 Atelier 2 - Le renouvellement des outils de recherche. *Open source* en France et à l'étranger : quelles avancées, quels enjeux ?

**Isabelle de Lamberterie** (directrice de recherche émérite au CNRS, responsable du programme national de numérisation en sciences juridiques)

**Emmanuelle Filiberti** (président-directeur général de Lextenso)

**Marc Renneville** (directeur de recherche CNRS, directeur du CLAMOR - ministère de la Justice)

**Célia Zolynski** (professeur de droit privé, Université de Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay, membre du Conseil national du numérique)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)

13h15-14h30 : pause déjeuner

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017



## Table ronde 6 - Le numérique et la redéfinition des professions juridiques et judiciaires

14h30-16h30

Président de séance : **Harold Epineuse** (responsable du programme « Politiques de justice » à l'IHEJ)

**Numérique et édition juridique**, par **Philippe Deroche** (président-directeur général des éditions Dalloz)

**Open data et décisions de justice**, par **Thomas Saint-Aubin** (responsable du pôle stratégie de la Direction de l'information légale et administrative)

**Numérique et pratiques du droit**, par **Bruno Dondero** (professeur de droit privé, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Discussion avec :

• **Benoît Bastard** (directeur de recherche CNRS, UMR Institut des sciences sociales du politique, Paris)

• **Philippe Dewost** (directeur adjoint de la Mission Programme d'Investissements d'Avenir de la Caisse des dépôts et consignations, co-inspirateur et co-pilote de LaBChain, premier consortium européen dédié à la recherche sur la Blockchain)

• **Primavera de Filippi** (chargée de recherche CNRS, UMR Centre d'études et de recherche de sciences administratives et politiques, Paris)

Débat avec le public

### ATELIER 3

14h30-15h30 Atelier 3 - Les sources de la recherche, focus sur l'accès aux sources judiciaires

**Virginie Gautron** (maître de conférences en droit pénal et sciences criminelles, Université de Nantes)

**Sylvie Humbert** (professeur d'histoire du droit, Université catholique de Lille, secrétaire générale de l'Association française d'histoire de la justice, directrice du Centre de recherche sur les relations entre les risques et le droit)

**Antoine Meissonnier** (conservateur du patrimoine, chef du département des archives, de la documentation et du patrimoine, ministère de la Justice)

**Marion Veyssièrre** (conservateur du patrimoine, responsable du département de la Justice et de l'Intérieur aux Archives nationales)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)

### ATELIER 4

16h45-17h45 Atelier 4 - Présentation des réseaux et laboratoires de recherche

Cet atelier a pour but de présenter des réseaux et des laboratoires de recherche dont l'un des axes principaux est la recherche sur le droit et la justice. Certaines des présentations par les chercheurs seront accompagnées de posters. La liste des présentations est susceptible d'évoluer.

• **UMS CLAMOR**, Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice (Paris)

• **UMR CHJ**, Centre d'histoire judiciaire (Lille)

• Réseau de chercheurs « **Droit et changements climatiques** »

• **GRD NoST**, Normes Sciences et Techniques (Cachan)

→ À noter : 18h00 Cocktail en salles Jean Perrin et Frédéric Joliot (bâtiment H)

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017



1<sup>er</sup> février 2017

## LES GRANDS THÈMES ACTUELS I

### Table ronde 7 - Vers une justice et un droit négociés ?

09h00-10h45

Présidente de séance : **Carine Jallamion** (professeur d'histoire du droit, Université de Montpellier)

**L'ordre juridique arbitral de la Lex Mercatoria comme exemple d'un ordre juridique négocié**, par **Filali Osman** (professeur de droit privé, Université de Franche-Comté)

**Les codes de gouvernance**, par **Tatiana Sachs** (maître de conférences en droit privé, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense)

**L'avenir de la médiation en France**, par **Matthieu Boissavy** (avocat aux barreaux de Paris et de New York, médiateur certifié)

**Le droit souple**, par **Pierre Berlioz** (professeur de droit privé, Université Paris V Descartes, conseiller au cabinet du Garde des Sceaux).

Discussion avec :

- **Thomas Clay** (professeur de droit privé, Université de Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay)
- **Patrick Matet** (magistrat, conseiller à la Cour de cassation)

Débat avec le public

10h45-11h00 : pause

### Table ronde 8 - Aux frontières du droit, des sciences et des techniques

11h00-13h00

Présidente de séance : **Stéphanie Lacour** (directrice de recherche CNRS, directrice-adjointe de l'UMR Institut des sciences sociales du politique, Paris)

**La justice à l'aune des sciences et techniques du management (Indicateurs de quantité et de qualité, projet de juridiction, justice prédictive, etc.)**, par **Emmanuel Jeuland** (professeur de droit privé, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

**Les neurosciences dans les prétoires**, par **Marie-Christine Sordino** (professeur de droit privé, Université de Montpellier)

**Se faire reconnaître comme victime : le cas du Distilbène**, par **Emmanuelle Fillion** (professeur de sociologie, École des hautes études en santé publique) et **Didier Tornay** (directeur de recherche au CNRS)

Discussion avec :

- **Sonia Desmoulin-Canselier** (chargée de recherche CNRS, Droit et Changement Social, Nantes, chercheuse associée à l'UMR Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne)
- **Jacques Raimondeau** (médecin inspecteur de santé publique, assistant spécialisé auprès des juges d'instruction du pôle santé du Tribunal de grande instance de Paris)
- **Marjorie Obadia** (magistrat, procureur adjoint à Versailles, ancien chef de la section S1 du parquet de Paris, ancienne directrice-adjointe des affaires juridiques et des droits des patients à l'APHP)

Débat avec le public

13h00-14h00 : pause déjeuner

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice  
Du 30 janvier au 02 février 2017**



### ATELIER 5

11h00-12h00 Atelier 5 - La barémisation de la justice

**Gilles Accomando** (magistrat, président du Tribunal de grande instance d'Avignon, président de la Conférence des présidents des tribunaux de grande instance)

**Romain Espinosa** (docteur en économie, post-doctorant au Centre de recherche en économie et droit, Université Paris II Panthéon-Assas)

**Bruno Jeandidier** (chargé de recherche CNRS, UMR Bureau d'économie théorique et appliquée, Strasbourg)

**Daniela Piana** (professeur de science politique, Université de Bologne)

**Isabelle Sayn** (directrice de recherche au CNRS, UMR Centre de recherche critique sur le droit, Saint-Etienne)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)

## Table ronde 9 - Le droit et la justice peuvent-ils sauver l'environnement ?

14h00-15h45

Président de séance : **Yann Kerbrat** (professeur de droit public, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

**Gouvernance environnementale : quels partages de responsabilités entre États et acteurs économiques privés ?** par **Kathia Martin-Chenut** (chargée de recherche CNRS, UMR Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne, Paris)

**La responsabilité environnementale**, par **François-Guy Trébulle** (professeur de droit privé, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur de l'École de droit de la Sorbonne)

**Quelles propositions face à la criminalité environnementale ?** par **Laurent Neyret** (professeur de droit privé, Université de Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay)

Discussion avec :

• **Pascal Beauvais** (professeur de droit privé, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense, co-doyen de la Faculté de droit)

• **Mathilde Boutonnet** (professeur de droit à l'Université Jean Moulin Lyon 3, UMR Environnement Ville Société, Institut de Droit de l'Environnement)

• **Marta Torre-Schaub** (chargée de recherche CNRS HDR, UMR Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société, enseignante à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Débat avec le public

15h45-16h00 : pause

## Table ronde 10 - Identité(s), une transformation continue ?

16h00-18h00

Présidente de séance : **Florence Bellivier** (professeur de droit privé, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense, co-doyen de la Faculté de droit)

**Changer de prénom**, par **Baptiste Coulmont** (maître de conférences en sociologie, Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis)

**Identité sexuée et droit**, par **François Violla** (professeur de droit privé, Université de Montpellier)

**Vers un droit à l'enfant ?** par **Michelle Giroux** (professeur de droit, Université d'Ottawa) et **Laurence Brunet** (chercheur, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Discussion avec :

• **Jérôme Courduriès** (maître de conférences en anthropologie, Université de Toulouse)

• **Aurélié Lebel-Cliquetoux** (avocate et maître de conférences, Université libre de Bruxelles, présidente de la commission famille du barreau de Lille et du syndicat des avocats de France)

Débat avec le public

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017



## ATELIER 6

16h00-17h00 Atelier 6 - Déjudiciarisation et déritualisation

**Sylvie Cimamonti** (professeur de droit privé et de sciences criminelles, Université d'Aix-Marseille)

**Laurence Dumoulin** (chargée de recherche CNRS, UMR Pacte, laboratoire des sciences sociales, Grenoble)

**Christian Licoppe** (professeur de sociologie, département de sciences sociales, Telecom ParisTech, UMR CNRS 13)

**Jean-Baptiste Perrier** (professeur de droit privé, Université d'Auvergne)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)

18h00-18h30 : Conférence plénière sur « l'accès à la justice », par **Loïc Cadet** (professeur de droit privé, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

2 février 2017

## LES GRANDS THÈMES ACTUELS II

### Table ronde 11 - Le droit face à la dangerosité

09h30-11h15

Président de séance : **Denis Salas** (magistrat, président de l'Association française d'histoire de la justice)

**Que faire de la dangerosité en droit pénal ?** par **Jean Danet** (maître de conférences en droit privé, Université de Nantes, membre du Conseil supérieur de la magistrature)

**Lutte contre le terrorisme et « droit pénal de l'ennemi »**, par **Dominique Linhardt** (chargé de recherche CNRS, UMR Institut Marcel Mauss, Paris)

**Sécurité et libertés publiques**, par **Christian Vigouroux** (président de section au Conseil d'État)

Discussion avec :

• **David Benichou** (magistrat, vice-président chargé de l'instruction au Tribunal de grande instance de Rennes, ancien vice-président chargé de l'instruction au pôle antiterroriste du Tribunal de grande instance de Paris)

• **Jean-Marie Delarue** (conseiller d'État honoraire, ancien Contrôleur général des lieux de privation de liberté)

• **Laurence Leturmy** (professeur de droit privé, Université de Poitiers)

Débat avec le public

11h15-11h30 : pause

Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice  
Du 30 janvier au 02 février 2017



## Table ronde 12 - Le sens de la peine et du traitement en milieu ouvert

11h30-13h15

Président de séance : **Alain Blanc** (magistrat honoraire, président de la CPMS de Lille, vice-président de l'AFC)

**Quels contenus à la peine en milieu ouvert ?** par **Christian Mouhanna** (chargé de recherche CNRS, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales CNRS, Université de Versailles-Saint-Quentin, Paris-Saclay, ministère de la Justice)

**La médicalisation de la peine**, par **Virginie Gautron** (maître de conférences en droit pénal et sciences criminelles, Université de Nantes)

**Le droit comme facteur de réceptivité intrinsèque : ce qui est juste est « What Works »**, par **Martine Herzog-Evans** (professeur de droit pénal et de sciences criminelles, directrice du diplôme universitaire « suivi et probation des personnes placées sous main de justice », Université de Reims)

Discussion avec :

• **Sophie Baron-Laforêt** (psychiatre, présidente de l'Association française de criminologie)

• **Jean-Claude Bouvier** (magistrat, vice-président chargé de l'application des peines, Tribunal de grande instance de Paris)

• **Vincent Delbos** (magistrat, inspecteur général de la justice, rapporteur général de la commission sur la refonte du droit des peines présidée par M. Cotte)

Débat avec le public

13h15-14h30 : pause déjeuner

### ATELIER 7

11h30-12h30 Atelier 7 - Les lanceurs d'alerte

**William Bourdon** (avocat au Barreau de Paris)

**Jacqueline Bouton** (maître de conférences en droit privé, Université de Strasbourg)

**Francis Chateauraynaud** (directeur d'études EHESS, Groupe de sociologie pragmatique et réflexive)

**Jean-Philippe Foegle** (doctorant contractuel en droit public, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense)

**Serge Slama** (maître de conférences HDR en droit public, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense, CREDOF)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)



## Table ronde 13 - Le juge et le respect de la neutralité : l'impossible laïcité ?

14h30-16h30

Présidente de séance : **Laurence Pécaut-Rivolier** (magistrat, inspectrice générale de la justice, membre de l'observatoire parisien de la laïcité)

**Expression des convictions religieuses au travail : intérêts et limites d'une approche de droit comparé**, par **Philippe Auvergnon** (directeur de recherche CNRS, UMR Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale, Bordeaux)

**Droit, religion et soin**, par **Vincente Fortier** (directrice de recherche CNRS, UMR Droit, religion, entreprise et société, Strasbourg)

**Le juge et le respect de la laïcité : l'impossible neutralité ?** par **Stéphanie Hennette-Vauchez** (professeure de droit public, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense)

Discussion avec :

• **Alain Christnacht** (conseiller d'État honoraire, membre de l'Observatoire de la laïcité)

• **Mathilde Philip-Gay** (maître de conférences HDR en droit public, Université Jean Moulin Lyon 3, actuellement en délégation au CNRS)

Débat avec le public

16h30-16h45 : pause

### ATELIER 8

14h30-15h30 Atelier 8 - Autour de la question de la radicalisation

**Laurent Bonelli** (maître de conférences en science politique, Université Paris Ouest-Nanterre la Défense)

**Xavier Crettiez** (professeur de science politique, Université de Versailles-Saint Quentin, Paris-Saclay, directeur adjoint de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye)

**Romain Sèze** (chargé d'études, Institut national des hautes études sur la sécurité et la justice)

**Ouisa Kies** (chercheuse associée, Centre d'analyse et d'intervention sociologiques, EHESS)

**Mohamed Loueslati** (aumônier musulman des prisons du Grand Ouest)

→ À noter : L'atelier se déroule en salle Jean Perrin (bâtiment H)

16h45-17h45 : Conclusions par **Dominique Raimbourg** (président de la Commission des lois de l'Assemblée nationale) et **Antoine Garapon** (magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice)

Inscriptions jusqu'au 18 janvier 2017 : [etatsgeneraux2017@gip-recherche-justice.fr](mailto:etatsgeneraux2017@gip-recherche-justice.fr)

Pour tous renseignements :

[clement@gip-recherche-justice.fr](mailto:clement@gip-recherche-justice.fr) ou [renucci@gip-recherche-justice.fr](mailto:renucci@gip-recherche-justice.fr)

Ces journées faisant l'objet d'un tournage, nous prions toute personne ne souhaitant pas être filmée de bien vouloir se signaler auprès des hôtessees ou des membres du comité d'organisation.

**Les États généraux de la recherche sur le Droit et la Justice**  
Du 30 janvier au 02 février 2017